

Budget—M. Reid

J'irais même plus loin. Phénomène économique sans précédent à cette époque, pour la première fois l'ensemble du monde occidental avait des économies synchronisées. Jusque-là on voyait certaines économies fortes reprendre le dessus alors que d'autres étaient en déclin. Nous sommes à présent tous au même niveau. De 1972 à 1975, il y a même eu une poussée et depuis nous sommes tous retombés ensemble. La récession est également générale, et nous tous luttons pour y mettre fin. Mais à présent, il nous faudrait une certaine coopération internationale qui ne semble pas s'annoncer.

J'aimerais renvoyer les députés à un article intéressant d'Anthony Westell, paru le 18 mars 1978 dans le *Toronto Star*. Il parle d'un discours d'un travailleur, député en Grande-Bretagne, d'après qui l'un des problèmes des économies occidentales est dû au blocage des excédents et des déficits. Il a fait remarquer que des pays comme l'Allemagne et le Japon cherchent désespérément à créer d'importants excédents dans leurs comptes commerciaux, pour disposer des fonds nécessaires pour acheter le pétrole dont ils ont besoin pour maintenir le rythme de leur économie. C'est ce qu'ils font délibérément, par intérêt personnel. Qui les en blâmerait? Mais pour nous et pour l'Amérique du Nord, cette folle ruée pour obtenir des excédents accentue la récession dans d'autres pays et particulièrement aux États-Unis qui souffrent plus que n'importe qui de fortes hémorragies de devises. Voici en particulier ce qu'il écrit:

Bref, dans la mêlée en vue d'exécuter assez d'opérations commerciales pour payer le pétrole, les pays évolués s'entraînent les uns les autres dans une récession. Ils devraient se rendre compte de ce qui se passe et cesser d'agir ainsi avant qu'il ne soit trop tard.

Il cite ensuite M. Lever:

Les pays qui réalisent des surplus ne doivent pas chercher à imposer tandis que les pays qui accusent des déficits ne doivent pas accepter des déflations mutuellement préjudiciables avec des guerres de devises et des queues interminables de mendiants.

C'est un fait. Voilà une analyse sensée qui révèle certains éléments importants des problèmes auxquels nous faisons face.

En reprenant cette petite leçon d'histoire, j'arrive à la formation et à l'action du cartel pétrolier de l'OPEP. Les majorations en Amérique du Nord, le prix que nous devrions payer pour le pétrole importé sur lequel nous devons compter, étaient considérables. Si la société occidentale a un point névralgique, c'est sa consommation d'énergie, qui est un point faible en Amérique du Nord.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, toute notre économie est fondée sur des ressources en énergie abondantes et peu coûteuses. Nous constatons maintenant que le pétrole ne se trouve plus ni à bon compte ni en abondance. Deux des principaux éléments sur lesquels nous fondions notre économie ont été éliminés d'un seul coup.

Il faudrait peut-être souligner que les Arabes et les pays de l'OPEP nous ont rendu service. Dans une certaine mesure, le Canada et la société nord-américaine se berçaient depuis un certain temps d'un bonheur illusoire qui durerait, croyions-nous, indéfiniment. Nous savons maintenant que cela est impossible, que des changements doivent être effectués.

La société nord-américaine et le Canada notamment devront évoluer sensiblement. Nous ne pourrions plus fonder notre économie sur un pétrole peu coûteux et abondant. Nous devons réexaminer le fondement de cette politique sociale et industrielle établi sur deux principes essentiels. De fait, c'est une affaire sérieuse.

[M. Reid.]

J'aurais cru que le chef de l'opposition aurait approfondi davantage la situation et exposé ses vues sur ses questions à la Chambre. Il ne peut les écarter tout bonnement comme si elles lui étaient étrangères.

Le chef de l'opposition avait l'occasion d'élaborer sur certaines idées intéressantes et d'entamer ainsi un débat assez sérieux. Il n'en a rien fait. Il a délibérément choisi de ne pas le faire, car alors, il aurait été forcé de changer d'avis sur plusieurs des arguments qu'il a fait valoir.

J'ai lu avec un intérêt soutenu le discours prononcé par le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman), dont les discours à la Chambre sont toujours intéressants, d'ailleurs. A ce stade-ci, je tiens à dire que je suis un de ceux qui sont désolés d'apprendre que le député de Don Valley (M. Gillies) a pris la décision de se retirer de la politique. Je sais qu'il a été soumis à de fortes pressions et je comprends parfaitement ses raisons. Voilà un autre député qui n'avait que des choses intéressantes et sérieuses à dire. Je dois dire qu'en matière d'économie, il est rare que nous entendions des choses de ce genre à la Chambre.

● (1722)

Si vous le voulez bien, je reviens à la conclusion, très bien amenée, du député de Waterloo-Cambridge, notamment que les prévisions du ministre se sont toutes révélées fausses. Je suis d'accord avec lui là-dessus. Je crois que personne ne peut l'être plus que le ministre des Finances. Vérifiez et vous verrez que dans les années 60 les organismes spécialisés dans l'établissement de prévisions au Canada publiaient des chiffres généralement exacts. Dans les années 70, cependant, les prévisions, d'où qu'elles viennent, ne valent pas le papier sur lequel elles sont imprimées.

M. Orlikow: Mais personne ne fait fausse route autant que le ministre.

M. Reid: Voici où je veux en venir: les traditions établies et l'expérience accumulée durant les années 60, qui ont en général permis au gouvernement d'administrer l'économie d'une façon équilibrée et de créer des emplois en nombre suffisant pour endiguer la vague énorme de nouveaux travailleurs, ont été balayés par les changements que j'ai décrits et qui sont survenus après le 15 août 1971.

Les vieilles techniques ne fonctionnent plus. Celui qui en doute n'a qu'à vérifier les prévisions des organismes spécialisés que ce soit le Conseil économique, le Conference Board ou n'importe quelle maison du genre, pour se rendre compte qu'elles sont loin d'être aussi précises qu'autrefois. Cela explique que les dirigeants aient de plus en plus de mal à prévoir l'avenir.

Il n'y a qu'à voir ce qui est advenu du mini-budget de l'automne dernier pour s'en convaincre. On escomptait certains résultats de ce dégrèvement fiscal. On espérait que cet argent inespéré irait du côté de la consommation. Qu'est-il arrivé? Les chiffres montrent de plus en plus qu'une très petite partie de cet argent est allé du côté de la consommation. Où est-il passé alors? Je crois qu'on l'a épargné. On en a épargné la plus grosse partie. Donc si des dégrèvements fiscaux vont à l'épargne plutôt qu'à la consommation, et même si j'estime qu'il faut en féliciter les gens, je trouve que c'est désastreux pour le modèle de société que nous avons à bâtir, je trouverais impensable que le ministre des Finances songe à des mesures de ce genre. Il est impensable également qu'un parti défende pareille mesure dans une économie comme la nôtre.